

Angelopoulos, Angelos. *Un plan mondial pour l'emploi : Pour un Keynésianisme à l'échelle internationale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 247 p.

Gilles Breton

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702056ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702056ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Breton, G. (1986). Compte rendu de [Angelopoulos, Angelos. *Un plan mondial pour l'emploi : Pour un Keynésianisme à l'échelle internationale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 247 p.] *Études internationales*, 17(3), 681–683. <https://doi.org/10.7202/702056ar>

effet de dissuasion pratique. Or, affirme Vincineau, ce droit international existe et il contient des dispositions contraignantes même si le système de sanction est pratiquement inexistant.

Après avoir fait le tour de la question sous la forme d'une description de l'évolution inachevée d'un droit international en gestation et resté encore attaché à des normes formelles, l'auteur se penche sur le comportement de la Belgique à l'égard du commerce des armes. Ses sources principales sont les Bulletins des questions et réponses parlementaires qui sont rarement exploités par les chercheurs et qui peuvent pourtant contenir des renseignements inédits sur ce type de sujet. Vincineau analyse les explications manipulatoires ou stéréotypées données par le gouvernement pour sauvegarder la clandestinité qui caractérise la pratique du commerce des armes. La conclusion qui s'en dégage est une attitude que l'auteur qualifie de « fétichisme du secret », invoquée pour des raisons disparates, confuses et contradictoires : sauvegarde de la sécurité, principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État, engagements internationaux, protection des intérêts économiques de la Belgique, évocation du respect des droits de l'homme (pour les pays auxquels on refuse l'exportation des armes), etc... Dans une autre partie, l'auteur traite d'une série de cas particuliers récents qui servent d'illustration à l'absence d'une politique cohérente dans ce domaine précis.

L'ouvrage se termine sur un certain nombre de propositions de réformes qui vont de la reconversion de l'industrie d'armement – l'auteur cite ici des réalisations américaines intéressantes en cette matière – au contrôle parlementaire qu'il souhaite voir renforcé via une tactique de harcèlement de l'exécutif qui peut se révéler payante à long terme.

À travers la mise en évidence minutieuse des incohérences et des contradictions de la politique belge d'exportation d'armement, le livre de M. Vincineau constitue un plaidoyer pour la reconnaissance du droit des peuples et des individus contre les États. Ouvrage d'engagement militant – l'auteur a créé à l'Université Libre de Bruxelles un certificat interfacul-

taire en études de la paix –, mais ouvrage aussi qui nous laisse sur notre faim au niveau d'une analyse plus précise de la politique étrangère d'un petit pays comme la Belgique. Car ce qui est dit sur la question des ventes d'armes peut être étendu à d'autres domaines. On verrait alors apparaître l'image d'une Belgique qui ne cesse d'accumuler des retards sur le temps long de l'Histoire du fait de ses « fixations » tant sur le court terme du négoce que sur une pratique solidement enracinée du compromis qui ne paie plus en temps de crise.

Jean-Claude WILLAME

CEDAF
Bruxelles, Belgique

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

ANGELOPOULOS, Angelos. *Un plan mondial pour l'emploi : Pour un Keynésianisme à l'échelle internationale*. Paris, Presses Universitaires de France, 1984, 247 p.

Derrière ce titre qui annonce tout un programme se cache, en fait, une proposition importante, qui s'inscrit dans la perspective de la nécessaire reconstruction de l'économie mondiale, et une analyse de cette dernière, conjoncturelle et qui ne semble pas résister à l'épreuve du temps.

D'abord la proposition du professeur Angelopoulos pour relancer une croissance soutenue de l'économie mondiale ! Voulant appliquer à l'échelle internationale les principes keynésiens (c.f. le sous-titre de l'ouvrage), l'auteur suggère l'adoption d'un plan mondial pour l'emploi qui tient dans les modalités suivantes : « la première consiste en l'ajournement de l'amortissement des anciennes dettes envers les banques pour une période de cinq ans, au cours desquels les intérêts seront payés par les débiteurs, sans aucune perte pour les banques ; et le remboursement du capital sera prolongé pour une période supplémentaire de quinze ans. La deuxième procédure consiste en l'octroi par les pays industrialisés aux pays

en développement de prêts à long terme pendant une période de cinq ans, à des conditions favorables » p. 237.

Ces procédures, si elles étaient appliquées permettraient – keynésianisme oblige – de créer « une demande effective et créatrice de la part des pays du Tiers-Monde suffisante pour stimuler de nouveaux investissements et de créer de nouveaux emplois tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement » p. 237.

Si l'auteur semble manifestement s'emporter lorsqu'il évalue les effets bénéfiques d'un moratoire de cinq ans sur les dettes des pays du Tiers-Monde, au point d'y voir le point modal d'une relance par la demande effective de l'économie mondiale qui remettrait cette dernière sur ses rails et de nouveau en route vers la prospérité, la croissance et le plein emploi; cette sur-évaluation des effets bénéfiques n'enlève pas pour autant toute pertinence à sa proposition qui loin d'être « la solution » au problème mondial de l'emploi, nous semble, une condition minimale pour sortir du borbier dans lequel s'empêtrent les pays de la périphérie.

Cette proposition s'appuie sur une analyse de l'économie mondiale qu'élabore l'auteur dans les cinq premiers chapitres de son ouvrage.

Dans le premier chapitre intitulé « une crise économique aux dimensions alarmantes » l'auteur, après avoir rendu compte de la réalité de la crise de l'économie mondiale, sur la base d'un rapide survol des principaux indicateurs macro-économiques habituellement retenus – croissance, production, productivité, investissement, balance des paiements, etc. – identifie ce qu'il estime être la cause de cette crise: « c'est la conséquence du déséquilibre entre l'offre et la demande globale, déséquilibre provoqué par l'insuffisance des investissements productifs qui est le résultat d'une insuffisance de la demande globale (consommation et investissements). C'est ici que se trouve la cause principale de la crise. » p. 35. Reste maintenant à résoudre les quatre grands problèmes qui bloquent la reprise de l'économie mondiale. Ce sont le chômage, l'augmentation des dépenses militaires, le surendette-

ment des pays en développement et la crise énergétique:

Le chapitre deux est consacré à l'analyse du chômage que l'auteur présente ainsi: une situation alarmante causée principalement par « l'insuffisance des investissements productifs que l'on observe depuis 1974 et qui s'est accélérée depuis 1980 » (p. 52); une progression inquiétante du chômage qui frappe particulièrement les jeunes et plus spécialement ceux du Tiers-Monde (p. 46); enfin des perspectives d'avenir sombres parce que le développement des nouvelles technologies a un impact négatif évident sur l'emploi des pays industrialisés (p. 58).

Autre problème important auquel s'attaque l'auteur: la course aux armements. Dans le chapitre fort bien documenté qu'il y consacre, le professeur Angelopoulos s'en prend avec virulence et conviction à la montée des dépenses militaires dont il apparaît erroné de croire « qu'elles représentent un facteur de croissance économique » p. 75, ainsi qu'à la recherche militaire qu'il estime être un important gaspillage. À cet égard il écrit: « D'ailleurs, suivant les Nations Unies, une somme de 1 milliard de dollars, utilisée comme investissement productif dans le secteur privé, peut permettre de créer des emplois pour quelque 25,000 à 30,000 personnes, relativement beaucoup plus que si cette somme était investie dans le secteur militaire, telle la fabrication d'armements ». Dans les pays en voie de développement l'aspect de ce problème est porté aux extrêmes: en effet, dans ces pays la création d'un emploi dans une entreprise militaire demande un investissement de \$20,000 et la création d'un emploi dans l'agriculture \$150 seulement » pp. 76-77.

Il est incontestable ajoute l'auteur que cette course aux armements limite la croissance économique mondiale et retarde le progrès social. Qui plus est: « Faut-il rappeler que les deux tiers des dépenses pour la recherche sont consacrés au domaine militaire? Que le monde, de l'Ouest et de l'Est, dépense chaque année 650 milliards de dollars, ce qui correspond à 1 million de dollars par minute, pour les dépenses militaires? Que cette somme, qui correspond à 6 % du revenu total du monde,

équivalait plus ou moins à tout le volume d'investissements dans l'ensemble des pays en développement ? Quel gaspillage de ressources au moment où le cinquième de la population du globe souffre de faim et de malnutrition et vit dans une pauvreté complète » (p. 85).

Le quatrième chapitre de l'ouvrage s'attaque au problème du surendettement du Tiers-Monde. Sur la base des données qui malheureusement datent – remarque qui vaut pour l'ensemble de l'ouvrage, les statistiques proposées s'arrêtent à 1981 au mieux 1982 – et qui sont en deça de la réalité actuelle puisque l'endettement du Tiers-Monde a dépassé depuis belle lurette les 505 milliards de 1982 pour s'élever à plus de 1,000 milliards en 1986, l'auteur se joint à ceux et celles qui voient dans le surendettement des pays du Tiers-Monde, non seulement un indice de l'aggravation de leur situation qui s'ajoute à la dégradation des termes de l'échange et la diminution de l'aide publique au développement accordée par les pays développés ; mais encore, une menace sérieuse au fondement des systèmes financiers et bancaires mondiaux.

Enfin, le chapitre consacré à l'examen de la crise énergétique, dans lequel l'auteur propose la fusion nucléaire comme « la seule source énergétique (...) qui pourrait résoudre le problème de l'énergie » (p. 140) semble invalidé par les événements récents : tant Tchernobyl que la chute drastique du prix du pétrole dont on ne reprochera tout de même pas à l'auteur de ne pas les avoir pris en considération.

C'est donc pour solutionner l'ensemble de ces problèmes que le professeur Angelopoulos propose une nouvelle stratégie de développement capable de sortir l'économie mondiale de son impasse actuelle et qui postule que le keynésianisme appliqué à l'échelle mondiale par l'adoption d'un deuxième plan Marshall, dont nous avons vu les principales modalités au début, peut effectivement contribuer à solutionner les problèmes économiques mondiaux actuels.

Cependant, pour que la stratégie d'un deuxième plan Marshall ait des chances minimales de réussite, certaines contraintes d'ordre

politique devront être déserrées. À cet égard, le silence de l'auteur sur ces questions, la non prise en compte dans son analyse des problèmes politiques à solutionner pour créer un nouvel ordre économique mondial, étonne, pour ne pas dire plus. Pourtant les obstacles à surmonter sont colossaux, qui impliquent pour l'essentiel, l'établissement de mécanismes politiques de régulation macro-économique mondiale pouvant assurer une certaine adéquation entre l'investissement, la production et la consommation, l'instauration de rapports politiques radicalement différents entre les différents États qui reposeraient plus sur la coopération que sur l'affrontement par politiques économiques interposées, et enfin une redéfinition des rapports États/Économie s'appuierait sur la nécessité de dénationaliser la question de l'économie. C'est parce qu'il laisse de côté toute cette dimension politique de la situation présente de l'économie mondiale que nous estimons que la proposition du professeur Angelopoulos se révèle être plus une mesure ponctuelle visant à solutionner le surendettement des pays de la périphérie : – ce qui, déjà, n'est pas rien – que le fer de lance de la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Gilles BRETON

Département de science politique
Université Laval, Québec

HIERONYMI, Otto (Ed.). *Technologie et relations internationales/Technology and International Relations. Volume 13-1983-84. Annales d'études internationales/Annals of International Studies*. Genève, Association des Anciens Étudiants de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, 1984, 208 p.

JEHL, Joseph. *Le Commerce international de la technologie: Approche juridique*. Paris, Librairies Techniques Paris, Coll. « Travaux du Centre de recherche sur le droit des marchés et des investissements internationaux » de l'Institut de Relations internationales de l'Université de Dijon, vol. 10, 1985, 520 p.

La technologie occupe une place grandissante dans l'étude des relations internationales.